Mémoire soumis à l'attention de la

Commission parlementaire de la culture

dans le cadre de sa

Consultation générale sur le patrimoine religieux du Québec

par

Denis Robitaille
Chargé de projet

Lieu de mémoire des Augustines

Québec
Août 2005

Résumé

La réalisation du *Lieu de mémoire des Augustines* dans le Vieux-Québec — un des plus ambitieux projets de reconversion d'un ensemble patrimonial conventuel au Québec — fournit un exemple des efforts à déployer pour la préservation d'un aussi important patrimoine. Quelles sont les conditions essentielles pour réussir une reconversion semblable ? Que faut-il mettre en place pour accueillir un tel héritage ? De quel modèle le Québec pourrait-il s'inspirer pour créer l'instance qui lui fait défaut en cette matière ? Voilà les questions sur lesquelles le présent mémoire propose une réflexion.

Denis Robitaille
Chargé de projet
Monastère des Augustines
75, des Remparts
Québec (Québec)
G1R 3R9

Tél. : 418-692-0461
Télec. : 418-692-2668
denisrobitaille@augustines.ca
www.augustines.ca

**Mémoire soumis à l'attention de la
Commission parlementaire de la culture
dans le cadre de sa
Consultation générale sur le patrimoine religieux du Québec**

par
Denis Robitaille
Chargé de projet
Lieu de mémoire des Augustines

Introduction

Arrivées à Québec en 1639, les Augustines de la Miséricorde de Jésus ont fondé le premier hôpital en Amérique du Nord : L'Hôtel-Dieu de Québec. Au cours des siècles qui suivirent, elles ont fondé onze autres hôpitaux au Québec. En plus de cette contribution inestimable à la société québécoise, les Augustines ont su préserver dans un état impeccable des bâtiments historiques, des œuvres d'art, des archives et des livres anciens qui font partie du patrimoine identitaire québécois. La valeur de ce patrimoine est reconnue par les gouvernements fédéral, québécois et la Ville de Québec.

L'Ordre des Augustines, confronté à la diminution des ressources humaines et financières des communautés locales, a résolu de rassembler les biens patrimoniaux des différents monastères. Le monastère de l'Hôtel-Dieu de Québec — édifice construit au 17^{ème} siècle — a été désigné pour recevoir ce riche patrimoine et pour devenir le Lieu de mémoire des Augustines. Les Augustines souhaitent offrir ces biens et ce lieu à l'usage de la collectivité et ultimement les céder. Cette situation inédite, l'importance des biens en cause et la générosité extraordinaire d'un tel geste, ont motivé une mobilisation sans précédent des intervenants culturels, sociaux, politiques, universitaires et des gens d'affaires. Le projet consiste à, non seulement mettre en place un musée et un centre d'archives, mais aussi une hôtellerie monastique et un centre de ressourcement pour le personnel des soins de santé. Le centre Catherine-de-Saint-Augustin, administré par les Augustines, continuera d'y avoir ses activités.

La situation des Augustines et leur décision visionnaire ne sont que les prémices d'autres situations semblables qui se présenteront dans un avenir rapproché. En effet, d'autres biens patrimoniaux d'importance nationale, témoins de l'œuvre de communautés religieuses ou d'Églises, devront faire l'objet d'une mobilisation pour être sauvegardés. L'expérience actuelle nous force de constater que le Québec et ses institutions ne disposent pas des outils et des moyens financiers pour assurer la relève institutionnelle d'un tel patrimoine. Le présent mémoire dégage quelques constatations issues du travail entrepris pour la réalisation du Lieu de mémoire des Augustines afin de contribuer à la réflexion de la Commission parlementaire de la culture sur le patrimoine religieux québécois.

Ce mémoire identifie quatre nécessités : celle de la concertation, celle d'un accompagnement soutenu, celle de la reconversion de l'usage et celle d'une relève institutionnelle. Il propose enfin un modèle pour inspirer la création d'une instance appropriée à ces enjeux.

Une nécessaire concertation

La sauvegarde et la mise en valeur d'un patrimoine aussi important que celui des Augustines et aussi multidimensionnel (archivistique, urbanistique, artistique, historique, ethnologique, muséologique, etc.) exigent la concertation de nombreux experts dans tous ces domaines. Pour ne négliger aucune de ces dimensions et les aborder avec compétence, il faut faire appel aux ressources des ethnologues, muséologues, architectes, archivistes, historiens, urbanistes, décideurs politiques et gouvernementaux, créateurs, communicateurs, des responsables religieux, des gens d'affaires, etc. Le Lieu de mémoire des Augustines ne saurait trouver une orientation prometteuse et respectueuse de ses valeurs intrinsèques sans l'apport stimulant de tous ces partenaires. Il en va de même pour la mise en commun des importantes ressources financières nécessaires. Tous les paliers de gouvernement ainsi que des fondations privées sont appelés à y contribuer.

Il importe de mentionner que le projet de Lieu de mémoire des Augustines bénéficie de la collaboration compétente et essentielle de plusieurs instances parmi lesquelles le ministère de la Culture et des Communications, la Commission de la capitale nationale du Québec et la Ville de Québec assurent un leadership efficace depuis les tout débuts.

Voilà donc une première leçon tirée de cette expérience : l'avenir du patrimoine religieux excédentaire nécessite un effort concerté et une mobilisation indéfectible.

Un nécessaire accompagnement

Les meilleurs gardiens du patrimoine sont ceux qui le constituent, le côtoient et l'utilisent au quotidien. Au moment de transmettre à d'autres cette responsabilité, les religieuses sont les mieux placées pour témoigner de la valeur de cet héritage et pour en indiquer le sens et l'usage. Le projet des Augustines bénéficie de l'accompagnement constant et déterminé de cette communauté de femmes courageuses et responsables. Les valeurs dont est investi leur patrimoine constituent la clef pour le comprendre et l'apprécier. Il importe donc de bénéficier de la collaboration éclairée des communautés au moment d'accueillir leur patrimoine.

La reconversion du patrimoine religieux implique le passage d'un usage religieux à un usage social et culturel. Cette reconversion nécessite un autre accompagnement qui d'une part permet à la communauté de comprendre le renouveau auquel est appelé la mission traditionnelle de son patrimoine et d'autre part sait témoigner de la valeur et de l'usage de ce patrimoine aux partenaires culturels, sociaux et gouvernementaux.

La reconversion de l'usage

Lorsque les pouvoirs publics acceptent la responsabilité de la sauvegarde et de la mise en valeur du patrimoine religieux, ce n'est pas pour en poursuivre la mission traditionnelle. Il s'agit là d'un rôle qui incombe aux responsables religieux et pastoraux. Il faut donc trouver un nouvel usage à ce patrimoine tout en respectant les valeurs qui en ont guidé la création et l'usage.

La reconversion de ce patrimoine nécessite une importante réflexion sur sa valeur identitaire, sociale et culturelle pour en inspirer le nouvel usage. Il ne suffit pas de transférer la propriété d'un bien, il faut lui trouver une vocation nouvelle, l'assurer d'un avenir grâce à un projet viable et durable. Le patrimoine reste vivant lorsqu'il demeure utile et accessible. Bien sûr, certains bâtiments sont acquis par le secteur privé pour en faire des condominiums, des résidences de personnes âgées, etc. Il importe toutefois que ce type de recyclage ne soit pas la seule façon d'appréhender le problème ni de lui trouver une solution. Le recyclage d'un bâtiment de l'importance du monastère des Augustines en résidence privée, par exemple, assurerait peut-être sa sauvegarde mais la population perdrait l'opportunité d'accéder à une part importante de son identité et la priverait de son devoir de mémoire.

La relève institutionnelle

Un patrimoine aussi important que celui des Augustines ne peut être confié à une instance fragile qui repose sur la bonne volonté de quelques-uns. Pour assurer la sauvegarde et la mise en valeur d'un tel héritage, il faut une institution permanente qui représente les intérêts de la collectivité. Pour l'instant, aucune instance gouvernementale n'est en mesure ou n'a le mandat d'assurer la relève institutionnelle du patrimoine conventuel. Bientôt, les communautés religieuses qui en sont propriétaires ne pourront plus les garder. Qui les prendra en charge ?

Bien sûr, le gouvernement ne peut prendre sous son aile tout le patrimoine religieux. Mais il ne peut se désister face à la responsabilité collective de sauvegarder et de trouver un second souffle aux éléments les plus représentatifs du patrimoine fondateur du Québec et du Canada. Il lui importe également de s'investir dans le soutien des groupes et des institutions qui cherchent des solutions adaptées à leur milieu.

Une instance à créer

Il manque au Québec une instance qui aurait pour mandat d'assurer la reconversion et la gestion du patrimoine religieux. En s'inspirant du rôle confié à la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) et de son succès, le Québec pourrait se doter d'une société d'État chargée de gérer le patrimoine religieux dont il deviendrait le propriétaire. Il ne s'agirait pas ici de tout le patrimoine religieux mais de celui qui serait jugé essentiel à la préservation de la mémoire et de l'identité québécoise. Cette « Sépaq du patrimoine religieux » aurait à préserver le patrimoine, à lui trouver avec des partenaires une vocation nouvelle et à gérer les opérations de mise en valeur et

d'interprétation. Elle fournirait aux propriétaires actuels du patrimoine religieux un accompagnement et une expertise nécessaires à la transmission de leurs valeurs et s'en inspirerait lors du processus de reconversion. Cette société aurait une mission différente de celle d'une fiducie chargée de trouver de nouveaux propriétaires pour le patrimoine bâti excédentaire — c'est en effet une des solutions étudiées actuellement. Elle se chargerait du patrimoine dont le Québec se porterait acquéreur.

Conclusion

Le patrimoine religieux excédentaire ne doit pas d'abord être envisagé comme un problème mais bien comme une opportunité. Il offre l'occasion de répondre à des besoins sociaux et culturels actuels tout en sauvegardant une part importante de notre identité collective. La crise à laquelle il fait face est d'abord celle de l'usage. C'est de la recherche collective et concertée d'un nouvel usage que viendra la solution.

Nous remercions les membres de la Commission de la culture pour son initiative de consultation générale sur le patrimoine religieux du Québec. Les enjeux de sauvegarde et de mise en valeur de ce patrimoine sont énormes et nous obligent à des actions immédiates. La mise en commun des avis et des expertises proposée par cette consultation est une de ces actions et contribue à la recherche de solutions.

Nous remercions la Commission pour l'attention accordée au présent mémoire. Nous serons heureux de la rencontrer si tel est le désir de ses membres.

Denis Robitaille
Chargé de projet
Monastère des Augustines
Québec

ANNEXE

Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec

L.R.Q., chapitre S-13.01

Extrait

SECTION II

OBJETS ET POUVOIRS DE LA SOCIÉTÉ

Objets.

18. La Société a pour objets:

1° d'administrer, d'exploiter et de développer, seule ou avec d'autres, les équipements, les immeubles ou les territoires à vocation récréative ou touristique qui lui sont transférés en vertu de la présente loi;

2° de concevoir, de construire, d'administrer, d'exploiter et de développer, seule ou avec d'autres, tout autre équipement, immeuble ou territoire à vocation récréative ou touristique;

3° d'exploiter, dans les conditions prévues à la Loi sur les parcs (chapitre P-9), à la Loi sur le parc marin du Saguenay-Saint-Laurent (chapitre P-8.1) ou à la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (chapitre C-61.1), de même que dans le respect des politiques établies par le ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs, les parcs situés au sud du territoire visé à la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (chapitre D-13.1) et des réserves fauniques; les frais de gestion, calculés selon la méthode fixée par le gouvernement, sont supportés par celui-ci dans la mesure qu'il détermine.

Pouvoirs.

À ces fins, elle peut notamment:

1° acquérir de gré à gré tout bien meuble ou immeuble, partie d'immeuble ou droit réel;

2° accepter un don ou un legs qui représente un intérêt particulier pour la poursuite des objets de la Société;

3° construire, louer, entretenir et conserver tout bien meuble ou immeuble;

4° vendre, aliéner, céder par bail ou autrement, ou donner en garantie tous les biens meubles ou immeubles de même que tous les droits dont elle dispose;

5° pourvoir à l'aménagement et à l'ameublement des immeubles;

6° s'associer, conclure des accords ou contracter avec toute personne, société ou gouvernement.

1984, c. 54, a. 18; 2004, c. 11, a. 60.

Mandat du gouvernement.

19. La Société exécute tout autre mandat connexe à ses objets que lui confie le gouvernement et dont les frais sont supportés par ce dernier.